

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**FEDERATION DEPARTEMENTALE
DES CHASSEURS
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE**

Siège social :

2000 route de Digne
04660 CHAMPTERCIER

Association loi 1901

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2025

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Départementale des Chasseurs des Alpes de Haute Provence relatifs à l'exercice clos le 30/06/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 novembre 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « faits caractéristiques » p. 4 concernant un événement postérieur à la clôture relative au litige portant sur un terrain.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/07/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté

sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations ont porté sur l'évaluation des provisions dégâts aux cultures, la provision pour indemnité de départ à la retraite, et la provision pour risques comptabilisée concernant le terrain.

Pour les trois premiers éléments, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, décrites dans la page 8 et 9 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles au jour de notre audit, nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces approches. Sur le troisième élément, la provision pour risques correspond à la valeur du terrain à l'actif. Elle ne tient pas compte du référé engagé le 19.12.2025 par le Conseil Départemental qui est intervenu après l'arrêté des comptes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il

attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Manosque,

Isabelle CANDAELE
*Commissaire aux comptes,
Gérante, signataire désignée*

Signé par Isabelle Candaele
Le 9 mars 2026

Isabelle Candaele

doc_PGYW
tx_MONQE4n6Dr5P

AJC AUDIT
Société de commissariat aux comptes
264 rue Berthelot
04100 Manosque
SIREN 451 301 865

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2025			30/06/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	19 366	19 366		295
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	159 310	10 518	148 792	111 144
	Constructions	1 324 275	996 365	327 910	346 544
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	395 634	152 049	243 585	161 971
	Autres immobilisations corporelles	168 185	160 118	8 067	24 723
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours	283 440		283 440	346 203
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	16 001		16 001	15 571
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 998 000		1 998 000	1 998 000
TOTAL (I)		4 364 211	1 338 416	3 025 795	3 004 451
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	14 517		14 517	18 491
	Avances et Acomptes versés sur commandes	28 142		28 142	13 859
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 536		6 536	6 196
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	520 552		520 552	437 876
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 179 527		3 179 527	3 078 453
	DISPONIBILITES	988 550		988 550	927 927
	Charges constatées d'avance	72 637		72 637	74 213
	TOTAL (II)	4 810 460		4 810 460	4 557 014
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		9 174 672	1 338 416	7 836 255	7 561 465
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		30/06/2025	30/06/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		6 105 291
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	225 429	330 433
	Total des fonds propres (situation nette)	6 661 153	6 435 724
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	409 807	386 345
Total des fonds propres Total des fonds associatifs		7 070 960	6 822 069
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	265 300	283 180
	Provisions pour charges	132 599	153 751
	Total des provisions	397 899	436 931
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	94 241	44
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	17 321	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 467	71 542
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	107 159	103 821
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	93 774	119 678
	Produits constatés d'avance	7 433	7 381
Total des dettes		367 396	302 465
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		7 836 255	7 561 465
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		225 429,19	330 433,15
(1) Dont à moins d'un an		350 074	302 465
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2025

30/06/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	776 864	778 073
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	15 936	12 317
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	313 916	313 302
	dont parrainages	2 000	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	133 808	150 223
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	905	1 510
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	161 095	160 200
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	43 250	31 700
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	50 233	36 996
Total des produits d'exploitation		1 496 006	1 484 322
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	16 843	28 922
	Variation de stock	3 974	(18 491)
	Achats de matières et autres approvisionnements	199 878	142 839
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	384 692	427 667
	Aides financières	144 277	126 549
	Impôts, taxes et versements assimilés	12 867	9 834
	Salaires et traitements	288 323	272 547
	Charges sociales	126 792	108 056
	Dotation aux amortissements et dépréciations	120 386	95 308
	Dotation aux provisions	22 098	49 892
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	71 227	52 054
Total des charges d'exploitation		1 391 358	1 295 175
RESULTAT D'EXPLOITATION		104 648	189 147



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		30/06/2025	30/06/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		104 648	189 147
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	129 187	154 593
	Total des produits financiers	129 187	154 593
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	7	19
	Total des charges financières	7	19
RESULTAT FINANCIER		129 180	154 574
RESULTAT COURANT avant impôts		233 828	343 722
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	16 071 450 17 879	36 617 350 8 425
	Total des produits exceptionnels	34 401	45 392
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	200 762	6 619 5 774
	Total des charges exceptionnelles	962	12 393
RESULTAT EXCEPTIONNEL		33 439	32 999
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		41 837	46 287
TOTAL DES PRODUITS		1 659 594	1 684 307
TOTAL DES CHARGES		1 434 165	1 353 874
EXCEDENT ou DEFICIT		225 429	330 433
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		3 195	2 759
Prestations en nature		21 936	27 938
Bénévolat			
TOTAL		25 131	30 697
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		3 195	2 759
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		21 936	27 938
Personnel bénévole			
TOTAL		25 131	30 697



Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	19 366					19 366
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 366					19 366
CORPORELLES	Terrains	111 144		48 166			159 310
	Constructions sur sol propre	960 723		23 572		161	984 134
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	343 041		6 581		9 480	340 142
	Instal technique, matériel outillage industriels	278 241		68 523	(82 152)	33 282	395 634
	Instal., agencement, aménagement divers	18 210					18 210
	Matériel de transport	85 378					85 378
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	64 319		2 163		1 885	64 597
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	346 203		37 268	82 152	17 879	283 440
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 207 259		186 272		62 687	2 330 844
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	15 571		430			16 001
	Prêts et autres immobilisations financières	1 998 000					1 998 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 013 571		430		
TOTAL		4 240 197		186 702		62 687	4 364 211

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	19 071	295		19 366
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 071	295		19 366
CORPORELLES	Terrains		10 518		10 518
	Constructions sur sol propre	952 504	48 430	9 641	991 293
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	4 717	356		5 073
	Instal technique, matériel outillage industriels	116 270	42 730	6 951	152 049
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	72 503	12 874		85 378
	Matériel de bureau, mobilier	52 939	5 664	1 885	56 717
	Emballages récupérables et divers	17 742	281		18 023
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 216 674	120 853	18 477	1 319 050
TOTAL		1 235 746	121 147	18 477	1 338 416

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires		1	1	
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES		1	1	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	110 501	16 848		127 349
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	326 430		55 879	270 550
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		436 931	16 848	55 879	397 899
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		436 931	16 848	55 880	397 899
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			22 098	43 250	
				17 879	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

30/06/2025

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 998 000		1 998 000
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	6 536	6 536	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 592	3 592	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	351 620	351 620	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	165 340	165 340	
	Charges constatées d'avance	72 637	72 637	
	TOTAL DES CREANCES	2 597 724	599 724	1 998 000
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

30/06/2025

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers	54	54	
	Fournisseurs et comptes rattachés	47 467	47 467	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	28 590	28 590	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 694	28 694	
	Impôts sur les bénéfices	39 572	39 572	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 304	10 304	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	94 187	94 187	
	Autres dettes	93 774	93 774	
	Dettes représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	7 433	7 433	
	TOTAL DES DETTES	350 074	350 074	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	30/06/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		72 637	72 637
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			72 637

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2025

Total des Charges à payer		104 011
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		21 072
Fournisseurs - factures non parvenues	21 072	
Dettes fiscales et sociales		47 326
Prov Congés Payés	28 590	
Prov charges sur Congés Payés	11 138	
Etat - Charges à payer	7 598	
Autres dettes		35 614
Frais d'évènements	2 773	
Frais bénévoles ex-CAP Indemnisation	4 186	
Autres charges à payer	26 356	
CAP Indemnisation dégâts ex-CAP Aménagements	2 298	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2025

Total des Produits à recevoir		486 612
Autres créances		486 612
Indemnités journalières MSA + Prévoyance	84	
Conseil Régional - Subv invest à recevoir	348 773	
EDF OA - Subv invest à recevoir	924	
Etat - Subventions à recevoir	1 923	
Autres produits à recevoir	6 808	
Dommages et intérêts à recevoir	820	
Général	94 187	
Intérêts courus à recevoir	33 092	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros


	Période	Montants	30/06/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		7 433	7 433
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			7 433

--

Annexe

Préambule.....	2
Objet social, missions et moyens (Art. 431-2 Règlement ANC 2018-06 - associations)	2
Principes généraux (Art. 831-1 Règlement ANC 2022-06)	5
Changements comptables (Art. 831-2 Règlement ANC 2022-06)	Erreur ! Signet non défini.
Changements comptables - Informations complémentaires (Art. 831-3 Règlement ANC 2022-06) .	Erreur ! Signet non défini.
Précisions sur les postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations (Art. 832-2 Règlement ANC 2022-06).....	6
Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé (Art. 832-4 Règlement ANC 2022-06)	6
Dépréciations de l'actif circulant (Art. 832-8 Règlement ANC 2022-06).....	6
Précisions sur certains postes d'actif (Art. 832-10 Règlement ANC 2022-06)	6
Variations des fonds propres (Art. 431-5 Règlement ANC 2018-06 - associations)	7
Fonds dédiés (Art. 431-6 Règlement ANC 2018-06 - associations)	7
Fonds reportés liés aux legs ou donations (Art. 431-7 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	7
Fonds reportés liés aux legs ou donations / assurances vie (Art. 431-8 Règlement ANC 2018-06 - associations)...	7
Provisions et passifs éventuels (Art. 832-13 Règlement 2020-06).....	8
Précisions sur les provisions significatives et certains passifs (Art. 832-14 Règlement ANC 2022-06).....	8
Précisions sur les dettes (Art. 832-16 Règlement ANC 2022-06)	9
Précisions sur certains postes de passif (Art. 832-17 Règlement ANC 2022-06)	9
Ventilation du chiffre d'affaires (Art. 832-18 Règlement ANC 2022-06).....	9
Legs, donations et assurances-vie (Art. 431-8 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	10
Concours publics et subventions (Art. 431-9 Règlement ANC 2018-06 - associations)	10
Contributions volontaires en nature (Art. 431-10 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	10
Mises à disposition gratuite de biens (Art. 431-11 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	11
Transactions (Art. 431-12 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	11
Rémunérations des dirigeants bénévoles et salariés (Art. 431-13 Règlement ANC 2018-06 - associations).....	11
Appel à la générosité du public (Art. 432-1 à 432-22 Règlement ANC 2018-06 - associations)	11
Précisions relatives à certains éléments (Art. 832-19 Règlement 2020-06)	11
Honoraires des commissaires aux comptes (Art. 832-20 Règlement 2020-06)	12
Précisions relatives aux produits et charges exceptionnels (Art. 832-21 Règlement 2020-06).....	12
Modification de la législation fiscale postérieure à la date de clôture (Art. 833-1 Règlement 2020-06)	12
Crédits d'impôts (Art. 833-2 Règlement 2020-06)	12
Informations complémentaires relatives au régime fiscal (Art. 833-4 Règlement 2020-06).....	12
Engagements pris en matière de crédit-bail (Art. 836-3 et Art. 836-4 Règlement 2020-06)	13
Autres opérations non inscrites au bilan (Art. 836-5 Règlement 2020-06)	13
Informations relatives à la formation professionnelle (Art. 838-17 Règlement 2020-06)	13

PRÉAMBULE

Nom	Fédération Départementale des Chasseurs des Alpes de Haute-Provence
Siège	2000 route de Digne – 04660 CHAMPTERCIER
Date de création	25 octobre 1923
Sigle	FDC 04
Logos	
Exercice comptable	1 ^{er} juillet 2024 et clôturé le 30 juin 2025
Total du bilan de l'exercice	7 836 255 € avant affectation du résultat
Résultat net comptable	excédent de 225 429 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL, MISSIONS ET MOYENS (ART. 431-2 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

1. Objet social

Extrait des statuts :

« La fédération départementale des chasseurs a pour objet de participer à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental à la protection et à la gestion de la faune sauvage ainsi que de ses habitats. Elle assure la promotion et la défense de la chasse ainsi que des intérêts de ses adhérents.

Elle apporte son concours à la prévention du braconnage.

Elle organise la formation des candidats aux épreuves théoriques et pratiques de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. Elle apporte son concours à l'organisation de l'examen du permis de chasser.

Elle conduit des actions d'information, de formation, d'éducation et d'appui technique à l'intention des gestionnaires des territoires, du public et des chasseurs et, le cas échéant, des gardes-chasse particuliers.

Elle exerce, pour la gestion des associations communales et intercommunales de chasse agréées, les missions qui lui sont confiées par la section 1 du chapitre II du titre II du livre IV du code de l'environnement et coordonne l'action de ces associations.

Elle assure la gestion des plans de chasse individuels conformément aux dispositions des articles L. 425-8 et L. 425-10 du code de l'environnement.

Elle assure la validation annuelle du permis de chasser et la délivrance des autorisations de chasse accompagnée.

Elle conduit des actions de prévention des dégâts de gibier et assure l'indemnisation des dégâts de grand gibier dans les conditions prévues par les articles L. 426-1 et L. 426-5 du code de l'environnement.

Elle conduit également des actions pour surveiller les dangers sanitaires impliquant le gibier ainsi que des actions participant à la prévention de la diffusion de dangers sanitaires entre les espèces de gibier, les animaux domestiques et l'homme.

Elle conduit des actions concourant directement à la protection et à la reconquête de la biodiversité ou apportent un soutien financier à leur réalisation. À cette fin, elle contribue financièrement au fonds mentionné à l'article L. 421-14 du code de l'environnement, pour un montant fixé par décret et qui ne peut être inférieur à 5 € par adhérent ayant validé un permis de chasser dans l'année.

Elle élabore, en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés, un schéma départemental de gestion cynégétique, conformément aux dispositions de l'article L. 425-1 du code de l'environnement.

Les associations de chasse spécialisée sont associées aux travaux de l'assemblée générale de la fédération départementale des chasseurs.

La fédération départementale des chasseurs peut recruter, pour l'exercice de ses missions, des agents

de développement mandatés à cet effet. Ceux-ci veillent notamment au respect du schéma départemental de gestion cynégétique.

La fédération départementale des chasseurs peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions du titre I et du titre II du livre IV du code de l'environnement et des textes pris pour son application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs, matériels et moraux qu'elle a pour objet de défendre. »

2. Nature et périmètre des activités et missions réalisées

La Fédération des Chasseurs assure les missions suivantes sur le territoire des Alpes de Haute-Provence :

- mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental,
- protection et gestion de la faune sauvage ainsi que de ses habitats,
- promotion et défense de la chasse ainsi que des intérêts de ses adhérents,
- prévention du braconnage,
- organisation de la formation des candidats à l'examen pour la délivrance du permis de chasser,
- actions d'information, de formation, d'éducation et d'appui technique à l'intention des gestionnaires des territoires, du public et des chasseurs,
- gestion des ACCA et coordination de l'action de ces associations,
- gestion des plans de chasse individuels,
- validation du permis de chasser,
- délivrance des autorisations de chasse accompagnée,
- prévention des dégâts de gibier et indemnisation des dégâts de grand gibier,
- surveillance des dangers sanitaires impliquant le gibier et prévention de la diffusion de dangers sanitaires entre les espèces de gibier, les animaux domestiques et l'homme,
- protection et reconquête de la biodiversité,
- élaboration du schéma départemental de gestion cynégétique et veille au respect de celui-ci,
- constitution de partie civile en ce qui concerne les faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs, matériels et moraux qu'elle a pour objet de défendre.

3. Moyens mis en œuvre

La Fédération des Chasseurs s'organise autour d'un Conseil d'Administration composé de 16 membres élus le 23 avril 2022, renouvelable tous les six ans et d'un bureau, composé d'un Président, de 2 Vice-Présidents, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint et d'un secrétaire, élu par le Conseil d'Administration.

Elle emploie 9 salariés qui assurent le fonctionnement quotidien et les missions techniques de terrain :

- 1 directeur (0,11 ETP)
- 4 techniciens cynégétiques (3,74 ETP) dont un apprenti
- 3 personnels administratifs (3 ETP)
- 1 personnel d'entretien (0,29 ETP)

Répartition des effectifs par catégorie		
Catégorie de salariés	Effectif employé	ETP
Ouvriers, agent non qualifié	1	0,28 ETP
Employés, techniciens, agents de maîtrise	3 dont 1 apprenti	2,74 ETP
Cadres et ingénieurs	5	4,11 ETP
Total	9	7,13 ETP

Par ailleurs, 1 personnel saisonnier a été embauché 34h par semaine pour la saisie des validations en période estivale.

Répartition des effectifs par service		
Service	Effectif employé	ETP
Direction	1	0,11 ETP
Technique	4 dont 1 apprenti	3,74 ETP
Administratif	3	3,00 ETP
Entretien	1	0,28 ETP
Total	9	7,13 ETP

Ses activités administratives ont lieu au à Champtercier, dont la Fédération est propriétaire. Les techniciens sont amenés à intervenir sur l'ensemble du département. Les formations pratiques se déroulent au Centre de Formation de la FDC 05 dont la Fédération est locataire.

La Fédération des Chasseurs est représentée au sein de la Fédération Régionale des Chasseurs de la Région PACA qui constitue un interlocuteur privilégié à l'échelon régional, et a été associée à l'élaboration des orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats.

La FDC 04 est également adhérente à la Fédération Nationale des Chasseurs de France qui représente les intérêts des Fédérations à l'échelle nationale.

4. **Faits caractéristiques - Évènements principaux**

Achat d'un terrain et travaux d'aménagement

En octobre 2020, la Fédération a fait l'acquisition d'un terrain constructible sur la commune de Champtercier en vue d'y construire un centre de formation pratique au permis de chasser.

En mars 2021, les travaux ont été suspendus suite à un glissement de terrain qui a provoqué des fissures sur la route départementale. Le Conseil Départemental a suggéré une responsabilité de la Fédération quant aux dégâts de la voirie et l'assurance Responsabilité Civile de la Fédération a mandaté un expert pour évaluer les travaux à engager et la répartition des responsabilités entre la Fédération, l'architecte, l'entrepreneur et son sous-traitant. Les travaux, qui devaient reprendre début 2022, sont toujours suspendus dans l'attente des études de faisabilité et des rapports d'expertise d'assurance.

Le 19 décembre 2025, le Conseil Départemental assigne en référé la Fédération et ses intervenants sur :

- la compétence matérielle du juge judiciaire en référé et au fond,
- la demande d'expertise judiciaire.

Les travaux et donc le litige sont estimés par le Conseil départemental à 1 001 582,40 €.

La défense du dossier est confiée à Me Santiago.

Requêtes en référé-suspension 2024

Le 19 septembre 2024, LPO PACA et FNE 04 et le 18 septembre ONE VOICE, ont dénoncé en référé-suspension les arrêtés d'attribution des plans de chasse 2024 concernant les espèces Tétras-lyre, Perdrix Bartavelle et Perdrix Rochassière pour les Alpes de Haute-Provence.

La FDC 04 a été défendue par le cabinet Bastille Avocats (Grenoble).

Le Tribunal Administratif de Marseille a décidé la suspension des arrêtés le 11 octobre 2025. L'État a été condamné à verser 1 200€ à LPO et FNE.

Demande de régularisation des cotisations MSA pour application de l'exonération « ZRR OIG »

Une demande de régularisation des cotisations MSA au titre de l'exonération « Zone de Revitalisation Rurale-Organismes d'Intérêt Général » a été acceptée le 24 octobre 2025.

5. **Faits caractéristiques - Faits postérieurs**

Requête en référé-suspension 2025

Le 26 septembre 2025, LPO PACA et FNE 04 et le 24 septembre ONE VOICE, ont dénoncé en référé-suspension les arrêtés d'attribution des plans de chasse 2025 concernant les espèces Tétras-lyre, Perdrix Bartavelle et Perdrix

Rochassière pour les Alpes de Haute-Provence.
La FDC 04 a été défendue par le cabinet Bastille Avocats (Grenoble).
Le Tribunal Administratif de Marseille a décidé la suspension des arrêtés le 17 octobre 2025. L'État a été condamné à verser 1 500€ à LPO et FNE.

Embauches

Une mission de surveillance de l'habitat des castors a nécessité l'emploi d'un technicien à temps partiel de 27h30 par semaine du 7 juillet au 29 août 2025.
Il a été procédé à l'embauche d'un apprenti technicien de 18 ans qui prépare un BTS Gestion et Protection de la Nature en deux ans au 6 octobre 2025.
Le contrat de l'apprenti en licence a été prolongé en CDD de 6 mois.

PRINCIPES GÉNÉRAUX (ART. 831-1 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

Les comptes annuels de l'exercice 2024-2025 sont présentés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et aux dérogations aux principes et méthodes comptables suivants :

- Les conventions du Plan Comptable Général dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :
 - Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve des observations portées au paragraphe « Changement de méthodes, d'estimation et de modalités d'application »,
 - Indépendance des exercices,
- Le Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Le Règlement ANC n°2022-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2024,
- Les statuts de la Fédération des Chasseurs, et notamment, l'article 10 "Comptabilité",
- Et, en appliquant la nomenclature comptable proposée par la Fédération Nationale des Chasseurs.

1. Indication et justification des dérogations

L'entité déroge-t-elle aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ?	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
La durée de l'exercice comptable est-elle de 12 mois ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de clôture de l'exercice	30 juin 2025

2. Principales méthodes retenues

Postes	Méthode comptable
Comptabilisation des coûts de développement et des frais de création de site internet en application des articles 212-3 et 612-1	<input type="checkbox"/> Actif <input checked="" type="checkbox"/> Charges
Comptabilisation des frais externes afférents à des formations nécessaires à la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 213-8	<input type="checkbox"/> Incorporation dans le coût de l'actif <input checked="" type="checkbox"/> Charges
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles en application des articles 213-8 et 213-22	<input checked="" type="checkbox"/> Incorporation dans le coût de l'actif <input type="checkbox"/> Charges
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations financières en application des articles 221-1 et 222-1	<input type="checkbox"/> Incorporation dans le coût de l'actif <input checked="" type="checkbox"/> Charges

Postes	Méthode comptable
Évaluation des stocks en application de l'article 213- 34	<input checked="" type="checkbox"/> Coût moyen unitaire pondéré (CUMP) <input type="checkbox"/> Premier entré, premier sorti (PEPS – FIFO)
Comptabilisation des subventions d'investissement en application de l'article 312-1	<input checked="" type="checkbox"/> Capitaux propres <input type="checkbox"/> Produits
Engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires	<input checked="" type="checkbox"/> Provision <input checked="" type="checkbox"/> Informations dans l'annexe
Utilisation de la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 214-13	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Immobilisations des biens de plus de 500€, destinés à servir de façon durable à l'entité	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mode d'amortissement	linéaire
Valeur résiduelle	nulle

3. **Autre information d'importance significative**

Néant

PRÉCISIONS SUR LES POSTES D'IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS (ART. 832-2 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. **Dépréciations de l'actif immobilisé**

Néant

2. **Réévaluation des immobilisations corporelles et financières (Art. 832-3 Règlement ANC 2022-06)**

Néant

PRÉCISIONS SUR CERTAINS ÉLÉMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (ART. 832-4 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. **Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (Art. 832-6 Règlement ANC 2022-06)**

La FDC04 a souscrit un contrat de capitalisation auprès de Groupama Banque pour 2 000 000 €.

DÉPRÉCIATIONS DE L'ACTIF CIRCULANT (ART. 832-8 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

Néant

PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES D'ACTIF (ART. 832-10 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. **Charges constatées d'avance**

Le mode de calcul des charges constatées d'avance diffère selon les cas :

- Location / loyer mobilier et immobilier : règle du 365^e,
- Dû à la journée avec un paiement annuel : règle du 365^e,
- Dû au mois avec un paiement annuel : règle du 12^e,
- Contrat de maintenance, assurances : règle du 365^e,
- Contrat de maintenance en fonction du nombre de copies : calcul au prorata des copies au 30 juin,
- Abonnement : en fonction du nombre de revues
- Revue mensuelle : règle du 12^e,
- Autre : règle du 365^e,
- Abonnements, frais, participations, et autres factures concernant l'exercice suivant : en totalité.

2. Valeurs mobilières de placement

Néant

3. Disponibilités

La Fédération des Chasseurs a détenu durant l'exercice :

- 1 compte à terme et 1 compte courant au Crédit Agricole pour la section "Général"
- 1 compte à terme et 1 compte courant au Crédit Agricole pour la section "Dégâts"
- 1 compte sur livret associatif au Crédit Agricole pour la section "Général"
- 1 compte sur livret associatif au Crédit Agricole pour la section "Dégâts"
- 1 livret A au Crédit Agricole pour la section "Général"

VARIATIONS DES FONDS PROPRES (ART. 431-5 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	6 105 291	330 433			6 435 724
Report à nouveau	0				0
Excédent ou déficit de l'exercice	330 433	- 330 433	225 429		225 429
Situation nette	0				0
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	386 345		50 542	27 080	409 807
Provisions réglementées					
TOTAL	6 822 069	0	389 482	27 080	7 070 960

1. Réserves

Le report à nouveau et le résultat 2023-2024 est affecté aux réserves conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 12 avril 2025 :

- Réserves de gestion,
- Les réserves affectées sont fusionnées avec les réserves de gestion,
- Réserves immobilisées.

2. Titres associatifs (Art. 431-5-1

Néant

FONDS DÉDIÉS (ART. 431-6 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant

FONDS REPORTÉS LIÉS AUX LEGS OU DONATIONS (ART. 431-7 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant

FONDS REPORTÉS LIÉS AUX LEGS OU DONATIONS / ASSURANCES VIE (ART. 431-8 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant

PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS (ART. 832-13 RÈGLEMENT 2020-06)

Engagements pris en matière de retraite

Ils sont comptabilisés dans les comptes de la Fédération selon les paramètres suivants :

- Salaires et primes bruts, âge et ancienneté au 30 juin,
- Âge de la retraite : 65 ans,
- Taux de mortalité : 92%,
- Évaluation des augmentations de salaires annuelles : 2%,
- Probabilité pour un salarié d'être présent à la retraite :
 - 80% pour les moins de 45 ans (soit 3 salariées),
 - 90% pour les plus de 45 ans (soit 5 salariés).
- Taux d'actualisation : 1,5%.

Détail du montant de l'engagement de départ à la retraite (153)

	TOTAL
Données de base:	
Brut mensuel total	22 594
Évaluations :	
Droits au 30 juin 2025*	97 831
Indemnité due	88 445
Actualisation (1,015)	84 900
Charges sociales et fiscales 50%	42 450
Provisions	127 349

* Calcul : 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté plafonné à 6 mois

Plafond du calcul de l'Indemnité Départ à la Retraite (6 mois de salaire) :

$1/5 \times \text{salaire} \times \text{ancienneté} \leq 6 \times \text{salaire} \Rightarrow \text{ancienneté} \leq 6 \times 5 = 30 \text{ ans}$

3. Passifs éventuels

Néant

PRÉCISIONS SUR LES PROVISIONS SIGNIFICATIVES ET CERTAINS PASSIFS (ART. 832-14 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. Provisions significatives

Nature	Échéance	Incertitudes, hypothèses retenues pour l'échéance	Montant	Incertitudes, hypothèses retenues pour le montant
Dégâts sur maïs	CNI* fixant la fourchette de barème applicable réunie le 27 novembre 2025	Enlèvement des récoltes : 15 décembre En attente de barème	0	Estimation du barème N par rapport aux prix du marché N et N-1
Dégâts sur tournesol		En attente de barème	0	
Dégâts sur autres cultures sans barème	CDCFS fixé au 16 décembre 2025		0	

Dégâts sur vignes	Réception de la déclaration de récolte	Au plus tôt mi-décembre	0	Déclaration de récolte sans incidence sur la perte
Dégâts sur cultures en attente d'accord du réclamant	30 jours après envoi du courrier de proposition d'indemnisation	Acceptation de la réduction proposée par la FDC	799	Application de la réduction proposée par la FDC
Dégâts sur cultures sous contrat	Réception de la facture finale		0	Application de la moyenne des contrats N-1
Dégâts sur cultures dont l'expertise non signée	CDCFS fixé au 16 décembre 2025		2 039	
Total arrondi à la centaine supérieure			2 900	

*CNI : commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibier

2. Passifs non comptabilisés en application de l'article 322-4 Règlement ANC 2022-06

Non concerné

PRÉCISIONS SUR LES DETTES (ART. 832-16 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit

Aucun emprunt n'est contracté.

2. Dettes fournisseurs

Les factures concernant l'exercice courant, datées de l'exercice suivant sont constatées en Factures Non Parvenues, en totalité. En cas de facturation concernant les deux exercices, un prorata au nombre de jours réels est appliqué.

La totalité des dettes fournisseurs a été soldée à date d'établissement des comptes annuels.

3. Dettes fiscales et sociales

Les charges sociales du deuxième trimestre civil sont dues aux organismes et constatées en journal de paie au dernier jour de chaque mois.

La totalité des dettes fiscales et sociales de l'année civile a été soldée début 2025.

La provision Congés Payés est calculée selon les deux méthodes (10% et maintien de salaire) ; la plus favorable au salarié est retenue. La provision Charges sur Congés payés est appréciée selon un taux calculé salarié par salarié.

PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES DE PASSIF (ART. 832-17 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. Reprise des produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont repris en totalité au 1^{er} juillet de l'exercice.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (ART. 832-18 RÈGLEMENT ANC 2022-06)

1. Le chiffre d'affaires

La FDC 04 revend à prix coûtant du matériel destiné à la chasse et à la préparation de formation.

Il s'élève à 15 936 €.

2. Cotisations

Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif conformément à l'article 142-1 du Règlement ANC 2018-06 - associations) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Nombre de d'adhérents

Le nombre d'adhérents territoriaux 2024-2025 s'élève à 324.

Le nombre d'adhérents chasseurs est réparti selon ce tableau :

Type de validation	Type de chasseurs	Adhésions y compris exclusion	Adhésions 9 jours	Adhésions 3 jours
Départementale	Anciens chasseurs	3588	11	108
	Nouveaux chasseurs	152		
Nationale	Anciens chasseurs	2888	2	22
	Nouveaux chasseurs			
Total		6 628	13	130
		6 771		

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE (ART. 431-8 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (ART. 431-9 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Compte	Catégories d'autorités administratives	Nature	Exercice N
7385	Contribution Ecocontribution – part OFB		
73	Sous-total concours publics		
740	Subventions État	Aide à l'Apprentissage	5 000
		AgriFaune	1 410
741	Subventions État	Guichet Unique	26 892
742	Subventions État	Dégâts de grand gibier	73 426
743	Subventions Département		
7472	Quote-part des subv. d'investissement Région		26 849
7477	Quote-part des subv. d'investissement EDF		231
748	Autres subventions d'exploitation		
74	Sous-total subventions d'exploitation		133 808
	Total		133 808

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (ART. 431-10 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

La FDC04 comptabilise toutes ses contributions volontaires.

1. Contributions en travail (ou bénévoles)

Des bénévoles ont assuré des formations aux chasseurs sans aucune rémunération. Leur temps de travail a été valorisé pour la durée des formations à hauteur du SMIC horaire* applicable à la période de la dite-formation et

majoré de 50% au titre des charges sociales et fiscales.

Des bénévoles ont soutenu les techniciens pour les comptages. Leur temps de travail a été valorisé pour la durée du comptage, à hauteur du SMIC horaire* applicable à la période dudit-comptage et majoré de 50% au titre des charges sociales et fiscales.

* SMIC janvier 2025 : 11,65€ - SMIC janvier 2026 : 11,88€

2. Contributions en biens (ou dons en nature)

Des salles ont été mises à disposition de la FDC pour y tenir les réunions précongrès. Ces mises à disposition ont été valorisées à hauteur du loyer habituellement appliqué pour louer la salle.

3. Contributions en services

Néant.

MISES À DISPOSITION GRATUITE DE BIENS (ART. 431-11 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant.

TRANSACTIONS (ART. 431-12 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Néant

RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES ET SALARIÉS (ART. 431-13 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Au titre de l'exercice, la Fédération a versé à ses trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés, soit le Président et les deux Vice-Présidents, 4 800 € de rémunérations et avantages en nature.

APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC (ART. 432-1 À 432-22 RÈGLEMENT ANC 2018-06 - ASSOCIATIONS)

Non concerné

PRÉCISIONS RELATIVES À CERTAINS ÉLÉMENTS (ART. 832-19 RÈGLEMENT 2020-06)

1. Produits à recevoir

Néant.

2. Charges à payer

Les vacations des estimateurs payées à compter du 1^{er} juillet (exercice suivant) et concernant des interventions
Les autres Charges à Payer concernent principalement les charges suivantes non réglés au 30 juin :

- l'aide financière au Club National des Bécassiers 04,
- la cotisation FNPS-SNPAR à hauteur de 50%,
- les aides financières aux adhérents territoriaux concernant les aménagements cynégétiques (abreuvoirs, cultures à gibier, broyage), payés en décembre et répartis sur les deux exercices de l'année civile, à part égale
- les aides financières aux clôtures restant à payer au 30 juin.

Les indemnités "Dégâts" sont comptabilisées selon la méthode décrite préconisée par la Fédération Nationale des Chasseurs :

- Les indemnités payées entre le 1^{er} juillet et la date d'établissement des comptes annuels sont constatées en Charges à Payer en journal de bilan et classées selon le type de culture dans les comptes 60101 à 60104 et 674 pour les dossiers des exercices précédents,
- Les indemnités connues mais non payées avant la date d'établissement des comptes annuels sont constatées en Charges à Payer en journal de bilan et classées selon le type de culture dans les comptes 60101 à 60104 et 674 pour les dossiers des exercices précédents,

3. Produits constatés d'avance

Les produits afférents à l'exercice suivant mais constatés dans l'exercice en cours font l'objet d'une écriture en Produits Constatés d'Avance.

En cas de produit concernant les deux exercices, un prorata est appliqué.

4. Charges constatées d'avance

Le mode de calcul des charges constatées d'avance diffère selon les cas :

- Sur inventaire au 30 juin : en quantité ou en jours
- Location, maintenance (hors informatique et copieur), assurances, abonnement (hors revues) : règle du 365^e,
- Abonnement aux revues : en fonction du nombre de revues à recevoir
- Toute dépense concernant entièrement l'exercice suivant : en totalité.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (ART. 832-20 RÈGLEMENT 2020-06)

Honoraires des commissaires aux comptes	
	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	9 240 €
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
Total	9 240 €

PRÉCISIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS (ART. 832-21 RÈGLEMENT 2020-06)

1. Produits et charges exceptionnels et sur exercices antérieurs

Quelques indemnisations de dégâts de Grand Gibier dont la demande est antérieure au 1^{er} juillet 2024 et non provisionnée sur les exercices précédents ont fait l'objet d'un règlement ou d'une provision pour charges à payer sur l'exercice 2024-2025.

2. Produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel

Néant

3. Écritures comptables d'origine purement fiscale

Néant

4. Changement de méthode comptable comptabilisé en résultat

Néant

5. Corrections d'erreurs

Néant

MODIFICATION DE LA LÉGISLATION FISCALE POSTÉRIEURE À LA DATE DE CLÔTURE (ART. 833-1 RÈGLEMENT 2020-06)

Néant

CRÉDITS D'IMPÔTS (ART. 833-2 RÈGLEMENT 2020-06)

Néant

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU RÉGIME FISCAL (ART. 833-4 RÈGLEMENT 2020-06)

La FDC 04 est exonérée de Taxe sur la Valeur Ajoutée ; elle est soumise à la Taxe sur les Salaires. En tant qu'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, elle bénéficie de l'abattement spécial sur le montant de la taxe sur les salaires (24 041 € en 2025).

La taxe sur salaires en recouvrement annuel est calculée mensuellement et diminuée du douzième de l'abattement spécial chaque mois.

L'association est assujettie à la Taxe Foncière et exonérée de Taxe d'Habitation.

Les revenus de location immobilière et les produits financiers de placement sont imposables au titre de l'Impôt sur les Sociétés (formulaire 2070-SD) recouvrable au 31 mars pour l'année civile précédente au taux suivants :

- 24% : placements imposables (DAT et CSL) et revenus nets de la location immobilière

- 10% : parts sociales du Crédit Agricole
- 15% : contrat de capitalisation selon la fiscalité de la prime de remboursement : Valeur du contrat x 105 % du TME de décembre

La provision est calculée à partir des produits imposables reçus et à recevoir du 1^{er} janvier au 30 juin, frais et charges (constatés avant le 30 juin) déductibles compris.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL (ART. 836-3 ET ART. 836-4 RÈGLEMENT 2020-06)

Néant

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN (ART. 836-5 RÈGLEMENT 2020-06)

1. Demandes d'indemnisations Dégâts de Grand Gibier non comprises dans les comptes annuels

Néant.

2. Nombre de dossiers de demande d'indemnisations Dégâts de Grand Gibier

Durant l'exercice, 190 demandes d'indemnisations Dégâts de Grand Gibier ont été déposées soit de 16 dossiers de moins par rapport à l'exercice précédent.

INFORMATIONS RELATIVES À LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ART. 838-17 RÈGLEMENT 2020-06)

La FDC 04 est exonérée de la taxe d'apprentissage.

Deux salariés ont bénéficié d'au moins une formation.

Un salarié est en apprentissage.